

DEBAT NATIONAL SUR L'ECOLE

Compte-rendu de réunion établi par :

Philippe VALEMBOIS, Inspecteur de l'Education Nationale

Dominique BROUSSAL, Conseiller Pédagogique de Circonscription

MONTPELLIER

Date : 12-12-2003

Horaire: 17:30 / 20:30

Adresse : Centre Régional de Documentation Pédagogique, Allée de la Citadelle

Animateur : M. Karim MAOUDJ et Docteur Anne STOEBNER

Sujets traités :

07. Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

12. Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'École peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Informations complémentaires : En troisième partie de la réunion, échanges libres avec la salle, ouverts à d'autres thématiques.

En cours de débat, une remarque méthodologique est faite sur le choix préalable de certaines questions ; choix perçu par certains comme une limitation de la liberté des participants au débat.

Question n°7 :

Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?

La plupart du temps, les élèves orientés en filière professionnelle le sont par défaut. Ils connaissent généralement un premier trimestre difficile, puis leur situation s'améliore. On constate cependant de nombreux abandons.

Les enseignants des filières professionnelles font preuve de grandes capacités d'adaptation. Ils ont été des précurseurs, aussi bien en ce qui concerne la formation en alternance que l'évaluation. Ils souffrent cependant d'être peu reconnus au sein de l'Education nationale.

Les centres de formation travaillent en partenariat avec les entreprises. Celles-ci leur offrent les terrains de stage. Très souvent, les jeunes se voient proposer un CDI à l'issue de leurs stages. Il y a eu dans le passé diverses tentatives de promouvoir l'orientation professionnelle. Cependant l'image des métiers « manuels » demeure insuffisamment attractive. Certains métiers n'attirent pas les jeunes, alors qu'ils offrent un grand nombre de places, et des perspectives de carrière intéressantes. Dans des secteurs comme le bâtiment ou les métiers de bouche, les besoins sont importants et vont continuer à s'accroître.

Beaucoup d'employeurs se plaignent du manque de personnels qualifiés. Une réflexion paraît nécessaire. Doit-on être qualifié pour un métier à la sortie de l'école, ou bien est-ce à l'entreprise d'assurer une indispensable part de formation ?

Certains évoquent le fait que la formation n'est pas le problème majeur. L'entreprise pourra y pourvoir. Ce qui constitue le problème majeur, c'est l'orientation de jeunes vers ces secteurs. Actuellement c'est par l'échec qu'on oriente. Il faut revoir cet état de fait, et peut-être y arrivera-t-on en associant au maximum les entreprises à l'école. Il faut que les jeunes et les familles aient une image plus exacte des métiers. Une représentante du MEDEF évoque les résistances idéologiques que rencontrent des projets de partenariat avec l'Education nationale. Seulement 4 enseignants ont suivi cette année une action de formation qui avait l'ambition de faire mieux connaître le monde de l'entreprise. Des participants objectent dans la discussion que la parole de l'entreprise ne doit pas se réduire à la parole d'un seul, celle du chef d'entreprise.

Il y a sans doute aussi des raisons sociologiques à ces difficultés d'orientation. Peut-être sous l'influence des médias et de certaines émissions de télévision (que certains participants mettent en cause, allant jusqu'à proposer de les interdire), les jeunes interrogés sur le métier qu'ils voudraient faire évoquent un métier pas trop fatigant, qui rapporte rapidement et qui permet d'être célèbre. D'une certaine façon, c'est l'image de tous les métiers qu'il s'agit de revaloriser. Il faut aussi reconnaître aux citoyens le droit à un travail de qualité, ce qui pour certains ne paraît pas être le cas.

Un intervenant conseille d'arrêter de parler de deux filières : professionnelle d'un côté et intellectuelle de l'autre, une qui conduirait à la vie professionnelle, et l'autre à de longues études. La finalité de l'école est bien de préparer à un métier, quelle que soit la spécialité choisie. D'autres récusent cette idée. D'autres encore indiquent que cette division est très ancienne, et bien installée dans la société : il y a des métiers nobles, et d'autres qui ne le sont pas. D'autres pensent cependant que concernant la filière professionnelle, il ne s'agit pas tant d'une question d'image que d'un problème de passerelles : pas assez de passerelles d'une filière à l'autre. Il faudrait renforcer les disciplines générales dans ces filières, et non spécialiser celles-ci trop tôt.

Est évoquée aussi la question de l'évaluation. Dans notre système l'évaluation est conçue comme une évaluation des performances et non comme une évaluation des aptitudes.

On ne peut pas dissocier la question de l'école de celle de la formation continue.

Il faut renforcer l'information en direction des parents. Savent-ils que les filières professionnelles sont moins touchées par le chômage que certaines filières longues ?

Les expériences de création d'entreprises qui ont pu être conduites dans certains établissements paraissent très riches.

Quelques participants évoquent la question des moyens humains et matériels, à laquelle le gouvernement ne leur paraît pas répondre de façon satisfaisante. La suppression de postes, l'engorgement de certaines filières qui oblige certains élèves à s'inscrire dans des établissements très éloignés de leur domicile, sont pour certains des obstacles au fonctionnement de l'école. Un membre

d'une association de quartier insiste sur cette nécessité de disposer de moyens plus importants: il évoque le cas de certains jeunes qui ne sortent pas de leur quartier et qui finissent par devenir délinquants.

Question n°12 :

Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'École peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Un représentant d'une association de parents évoque les difficultés qu'il peut y avoir à rencontrer les enseignants, à échanger sur les questions qui préoccupent les parents : comment leur enfant est-il évalué à l'école, comment l'aider à progresser ? Il s'agit pour certains intervenants de trouver un terrain d'entente, un langage commun. Peut-être cela passe-t-il par l'aménagement de locaux spécifiquement prévus dans les établissements. Peut-être les associations ont-elles un rôle à jouer, en assistant les parents dans leur rencontre avec les enseignants. De nombreux dispositifs favorisent cette articulation de l'école et des familles : CLAS, CEL, associations de lutte contre l'illettrisme.

Pourquoi ne pas renforcer les partenariats entre l'Université et ces associations : des étudiants pourraient ainsi intervenir en soutien scolaire ? Cette proposition rencontre quelques résistances. En effet il ne faudrait pas pour certains remplacer par du bénévolat des actions qui sont du ressort de la Nation, et qui devraient donner lieu à des emplois salariés.

Un intervenant évoque le fait que là encore la réduction des moyens est dommageable : les assistantes sociales par exemple ont un rôle de lien à jouer. Les conseillers d'orientation eux aussi. Mais ils sont trop peu nombreux pour répondre à la demande. Il faudrait donc plus de postes.

Se pose aussi, en ce qui concerne le partenariat avec les associations, la question de définir un cadre clair, de fixer les objectifs et missions de chacun.

La notion de réussite est à interroger pour quelques participants. Les critères de cette réussite sont pour certains à revoir : pourquoi privilégie-t-on les critères intellectuels (mathématiques et français) au détriment d'autres aspects : création artistique, sport ? Les exigences requises paraissent à certains d'un autre temps. Avec la massification de l'enseignement, il faudrait peut-être revoir les objectifs que l'école se fixe. Si les standards restent les mêmes, il apparaît évident pour certains que l'école jouera comme une machine à reproduire les inégalités sociales. C'est donc un problème politique, un problème de fond.

Des propositions sont faites par divers intervenants:

- former à l'orientation les enseignants des collèges concernés par l'orientation,
- mettre en place des enseignants tuteurs pour 6 à 8 élèves,
- valider les acquis tout au long de la scolarité, afin de limiter le nombre d'élèves qui sortent sans aucune qualification du système scolaire,
- développer la formation continue et prendre en compte les acquis antérieurs,

- renforcer la présence des parents dans les Conseils d'administration,
- mettre en place des écoles de la deuxième chance, pour que ceux qui ont échoué puissent reprendre des cursus de formation.

L'accompagnement scolaire est un élément important aux yeux de certains.

Ce que la société voudrait, ce sont de jeunes adultes qui décodent la société. Mais certains pensent que l'on demande trop à l'école, et qu'on lui confie des missions qu'elle ne peut pas remplir. L'école ne peut résoudre tous les problèmes de la société et de la réalité économique.

Une intervenante souligne la condition spécifique des femmes, davantage touchées par le chômage. Il faudrait que les entreprises s'ouvrent plus largement à ces femmes, car aujourd'hui, avec les progrès technologiques, aucun métier ne devrait être fermé aux femmes.

Echange libre

Un représentant d'une école Calandrette indique que les préoccupations des parents sont que les enfants aient un niveau correct, qu'ils puissent plus tard avoir un travail, et qu'enfin ils aient les capacités nécessaires pour voter selon leur sensibilité, lorsque l'occasion se présentera. Il indique aussi que le rôle de l'école est de transmettre une langue et une culture.

Un chef d'entreprise évoque les difficultés de recrutement envisageables dans la région. Il cite le cas des transports routiers : devant la concurrence d'autres pays européens, les emplois de chauffeur qui seront bientôt proposés seront des emplois « haut de gamme », nécessitant des compétences importantes. Il faut donc prévoir ces changements, anticiper, c'est le rôle de l'état. Cette anticipation au niveau régional semble compliquée par le fait que les populations se déplacent, que 40% des personnes formées dans une spécialité ne l'exercent plus dans les 5 ans qui suivent leur qualification. Un autre chef d'entreprise indique qu'il faut démystifier le monde de l'entreprise. Il n'a jamais été dans la volonté des entrepreneurs de recruter des gens « lobotomisés », mais au contraire d'accueillir des personnels qui savent s'adapter aux diverses missions qui leur sont confiées.

Un éducateur évoque l'angoisse de l'orientation. Comment faire des choix qui engagent pour toute la vie alors que l'on est très jeune ? Il faut peut être accepter cette idée que l'on n'exercera pas le même métier toute sa vie, et se donner les moyens de faciliter ces changements. Il faut ainsi développer le projet d'une éducation permanente.

Un enseignant s'étonne de ce qu'au moment où l'Europe s'agrandit, et où l'Allemagne apparaît comme notre partenaire économique privilégié, une réelle politique de l'enseignement des langues vivantes ne soit pas conduite, une politique de la diversité qui devrait lutter contre l'hégémonie de l'anglais, actuellement choisi par 95% des élèves.

Parmi les objectifs de l'école, former des citoyens adaptables paraît à certains comme essentiel. L'intelligence peut être développée, et l'adaptabilité en est son aspect le plus visible.

Un participant s'étonne de ce que l'on soit consulté pour définir les valeurs de l'école. C'est à son sens à la République de les poser.

Un inspecteur de l'Education nationale évoque la nécessité pour les enseignants d'aider les élèves à mieux comprendre leur métier d'élève, à en décoder les spécificités. Car la société école ne repose pas sur les mêmes règles que la société famille. Pour réussir cette mission, il faudrait préciser les attentes de l'école, les caractéristiques de ce métier d'élève, les rendre lisibles aussi bien aux élèves qu'à leurs parents. Car ce sont les enfants qui comprennent le mieux ce que l'on attend d'eux, qui réussissent le mieux. Ainsi préparés, ils pourront plus tard devenir des citoyens à part entière.

Un représentant de parents d'élèves conclut la soirée en rappelant que l'école doit s'ouvrir à ses partenaires, pour répondre aux enjeux que la société lui fixe. Car si l'objectif est bien d'amener à la réussite scolaire le plus grand nombre d'élèves, l'école ne peut prétendre répondre seule à ce défi.

Les animateurs remercient la salle.

PRINCIPALES PROPOSITIONS

QUESTION 7

- * Développer l'information dans les Collèges, utiliser les médias pour restaurer la connaissance et l'image des métiers manuels.
- * Développer l'enseignement technologique et professionnel en y gardant une place importante à la formation générale.
- * Permettre une meilleure connaissance de l'entreprise par les enseignants.

QUESTION 12

- * Promouvoir une ouverture maîtrisée de l'école, par une meilleure lisibilité de ses missions et de son fonctionnement, par une amélioration matérielle des conditions d'accueil des parents, par une réelle concertation école/famille.
- * Ouvrir l'école aux associations complémentaires, en dehors des horaires scolaires, parler plus de complémentarité que de partenariat extérieur.
- * Donner plus de place au développement d'autres compétences que les compétences langagières et intellectuelles.

AUTRES QUESTIONS

- * A l'heure de l'Europe et de la mondialisation, développer l'apprentissage des langues autres que l'anglais, et ce, dès l'école élémentaire.